

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****L'AMÉRIQUE CENTRALE—LES INSTANCES AUPRÈS DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il y a une semaine le premier ministre a affirmé qu'à son avis il existait des différences fondamentales entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis relativement à la politique suivie pour l'Amérique latine. Plus précisément il a dit ceci:

Nous nous opposons à toute ingérence d'une grande puissance, fut-elle une puissance amie, dans les affaires internes d'autres pays.

Étant donné que depuis que le premier ministre a tenu ces propos, le président des États-Unis a déclaré que son gouvernement allait continuer de financer et d'entraîner des groupes dont l'objectif est d'envahir le Nicaragua à partir du Honduras, le premier ministre maintient-il toujours ce qu'il a dit il y a une semaine? L'a-t-il dit clairement au président des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, madame le Président. Ce que j'ai clairement affirmé au président des États-Unis c'est qu'à mon avis il avait fait une suggestion très positive en proposant, dans son allocution au Congrès, que toutes les parties concluent une entente, une entente internationale contrôlable, stipulant qu'aucun pays, ni les États-Unis, ni l'Union soviétique, ni Cuba ni toute autre puissance intéressée, n'intervienne dans les affaires internes des États de l'Amérique centrale. Pour moi c'est une suggestion très positive. Et j'espère que mon collègue l'approuve.

M. Broadbent: Je suis heureux de préciser au premier ministre que nous sommes absolument d'accord avec ce genre de proposition. Nous l'avons d'ailleurs répété à maintes reprises.

LA FORMATION DISPENSÉE À DES REBELLES PAR LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, dans son allocution au Congrès, qui m'a paru calculée tout à fait pour obtenir des crédits supplémentaires pour des activités à caractère militaire dans cette région, le président américain a affirmé que si les États-Unis finançaient et formaient au Honduras des groupes qui font des incursions au Nicaragua, c'était pour stopper l'arrivée au Salvador d'armes provenant du Nicaragua. Depuis lors, c'est-à-dire hier, le chef des plus importants groupes de rebelles financés et formés par les États-Unis a nié la véracité de cette affirmation du président Reagan. Il a bel et bien dit que ces groupes ne s'occupent absolument pas d'empêcher l'arrivée d'armes au Salvador, mais que leur but principal est de renverser le gouvernement du Nicaragua.

Puisque les rebelles eux-mêmes disent cela, le premier ministre va-t-il donner suite aux critiques qu'il avait déjà formulées contre ce genre d'activité en faisant savoir aux États-Unis que

le gouvernement canadien désapprouve ce genre d'intervention, qui bénéficie de l'appui américain et qui entraîne des pertes de vie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'ai pas caché à mes interlocuteurs qu'en ce qui concerne les objectifs et l'analyse historique des événements qui se déroulent actuellement en Amérique centrale, le Canada n'est pas d'accord avec les États-Unis. Je sais que mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en a également informé le secrétaire Shultz.

En ce qui concerne la non-intervention des puissances étrangères à la région, je suis tout à fait heureux d'apprendre que le NPD a déclaré par la bouche de son chef que le président américain avait l'appui non équivoque du NPD sur cette question. Il est important que cela soit dit, parce que le chef du NPD fait très souvent état de mon appui au président américain. Il faut le remercier d'avoir dit que lui aussi accorde son appui non équivoque au président des États-Unis sur cette question.

LA POSITION DU CANADA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, comme des gens sont tués tous les jours dans cette région du monde, il ne me semble pas très à propos de profiter de cette question pour essayer de marquer des points à bon compte dans le débat. J'ai dit que nous approuvions tout à fait la demande que le président des États-Unis a adressée à tous les États de la région pour les exhorter à signer un traité qui interdirait toute intervention dans les affaires d'autres États. J'ai dit aussi que c'est une chose que le gouvernement du Nicaragua préconise depuis longtemps.

● (1430)

Je reviens à ma question au premier ministre. Dira-t-il clairement que les États-Unis doivent cesser de financer et de former des groupes qui, d'après ce que leur chef a déclaré il y a moins de 24 heures, cherchent à renverser le gouvernement du Nicaragua, et que la position du gouvernement du Canada sur la question est très nette?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, tout comme le député, je condamne sans contredit l'intervention d'autres pays dans les affaires des États d'Amérique centrale et j'ai d'ailleurs déjà condamné les activités de certains pays dans cette région. Je pense avoir obtenu l'appui du président des États-Unis quand j'ai réaffirmé que le gouvernement du Canada a pour principe qu'aucun pays ne doit se mêler des affaires d'un autre pays. Nous devons cependant nous inquiéter lorsqu'un pays commence à exporter sa révolution ailleurs.